

Bulletin FrancoPaix



UQÀM



CHAIRE **RAOUL-DANDURAND**
EN ÉTUDES STRATÉGIQUES ET DIPLOMATIQUES

Centre FrancoPaix

Vol. 9, n° 10

DÉCEMBRE 2024



Madagascar au sein de l'Indopacifique : géopolitique d'une île plongée au centre d'un nouveau monde

Juvence F. Ramasy

Nouvelles et annonces

PAGE 7



Madagascar au sein de l'Indopacifique : géopolitique d'une île plongée au centre d'un nouveau monde

Juvence F. Ramasy

Juvence F. Ramasy

Maître de conférences,
Université de Toamasina, Madagascar



RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Madagascar, souvent décrite comme une île paisible et perçue comme relativement isolée des dynamiques mondiales, **occupe en réalité une position stratégique** dans un contexte où la région indopacifique s'impose comme un axe central des enjeux économiques, stratégiques et diplomatiques.

À l'heure où cette zone connaît des transformations profondes et des tensions croissantes, **Madagascar se trouve confrontée à la nécessité de repenser et d'ajuster sa stratégie nationale et régionale** face de grandes puissances qui ont une vision pour la région.

Quel avenir se dessine pour cette grande île, située au carrefour d'une région marquée par des rivalités géopolitiques et des défis complexes ?



Sur une carte, Madagascar peut sembler éloignée des principaux centres de pouvoir et des hubs économiques mondiaux. Cette apparente marginalité contraste avec l'importance croissante de la région indopacifique. Celle-ci s'impose progressivement comme un nouvel épicentre des dynamiques internationales, tout en devant composer avec un nombre de conflits grandissants dans son voisinage. Dans ce contexte, la « grande île » est poussée à reconsidérer ses orientations stratégiques traditionnelles et, plus profondément, à réviser sa perception d'elle-même. Face à un environnement mondial en rapide mutation, Madagascar doit désormais repenser son positionnement tant sur le plan diplomatique que militaire pour s'adapter aux nouvelles réalités géopolitiques et sécuritaires. Si le pays tant à multiplier les accords multilatéraux, il est désormais urgent qu'il propose une nouvelle vision pour clarifier ses besoins et objectifs.

Un contexte régional en mutation

L'Indopacifique prend une place de plus en plus importante dans la réflexion stratégique des grandes puissances, amenant d'ailleurs un ensemble de pays à élaborer une stratégie dédiée à la région. Le Japon a ouvert le débat en 2007, suivi par l'Inde et l'Australie, puis par des puissances extérieures, telles que les États-Unis, la Chine, la France, le Canada et l'Union européenne. La mondialisation économique, le développement des pays asiatiques, dont la montée de la Chine et de l'Inde, et la maritimisation des échanges ont accentué la place centrale de l'Indopacifique dans le monde. Plus du tiers des échanges économiques mondiaux passent désormais par cette vaste région ; la zone océan Indien est ainsi une place de choix d'un point de vue géopolitique et géostratégique. Une multiplicité d'acteurs régionaux et extrarégionaux sont actifs dans la région, parmi lesquels certains disposent de l'arme nucléaire. La [présence de ressources stratégiques et de réserves mondiales](#) dans les pays de la zone océan Indien explique donc en partie l'intérêt porté par ces pays pour la région.

De plus, une part importante des routes maritimes et des détroits (Bab el-Mandeb, Ormuz, ou encore Malacca) essentiels à l'économie mondiale s'y trouvent, de même que plusieurs zones de pirateries.

Ce n'est pas uniquement le contexte régional qui confère son importance à Madagascar, mais également son potentiel intrinsèque. Riche en ressources naturelles, encore largement sous-exploitées, l'île attire de plus en plus l'attention de divers acteurs internationaux, autrefois peu sensibles aux opportunités offertes par ce territoire. Ce regain d'intérêt met en lumière les atouts stratégiques de Madagascar et la nécessité pour celle-ci de mieux valoriser ses richesses, tout en naviguant dans un paysage géopolitique davantage com-



« En opposition au G4 et aux privilèges réservés aux membres permanents, le groupe « Unis pour le consensus », qui inclut le Canada, tente de présenter d'autres réformes sans sièges permanents. »

pétitif. Ainsi, d'après les données de l'[US Geological Survey de 2012](#) et celles de la [China Geological Survey de 2018](#), les réserves pétrolières et gazières de l'île seraient équivalentes à celles de la mer du Nord. Les gisements d'uranium et aurifères, dont une partie relève du commerce illicite, sont également importants.

Malgré tout, Madagascar lutte pour faire entendre sa voix face à des intérêts puissants qui renforcent leur présence et leurs ambitions dans la région. En effet, l'incapacité de Madagascar à contrôler son espace maritime, en raison de la faiblesse de sa marine, et la présence d'une corruption systémique favorisent le développement d'une économie trafiquante, de la piraterie maritime et des pêches illicites. Cette région est déjà entourée de plusieurs zones de conflits à haute intensité (Yémen, Éthiopie, Mozambique et Somalie), en plus d'être sensible aux conflits plus éloignés : conflits

au Moyen-Orient ; risques de tensions entre l'Inde et le Pakistan ainsi qu'entre l'Iran et l'Afghanistan ; rivalités dans les détroits de Malacca et de Taiwan ; conflit en mer de Chine et dans le Pacifique (au regard d'une stratégie chinoise de pression à l'égard de ses voisins) ; et conflit entre la Chine et les Philippines, notamment. Ainsi, Les anciennes et les nouvelles puissances se disputent pour l'établissement d'une coopération et d'une collaboration avec les 33 États de la zone océan Indien, s'étendant de l'Australie à l'Afrique de l'Est, ainsi qu'avec les organisations régionales.

La Chine a initié sa stratégie du « collier de perles » et de route maritime de la soie, nécessaire à son expansionnisme. Elle consiste à installer des « perles », c'est-à-dire des points d'appui de la mer de Chine méridionale à l'océan Indien. Cette dizaine de perles, qui ont une vocation militaire ou économique, constitue un réseau de relais permettant de réduire les contraintes imposées par le détroit de Malacca, par lequel transitent 85% des importations pétrolières issues du golfe Arabo-Persique et de l'Afrique. Le contrôle de cette région par des puissances étrangères, notamment les États-Unis, qui y ont établi un important réseau de points d'appui, est une menace pour l'approvisionnement de la Chine en termes pétrolier et gazier. Dans ce contexte, les « perles » de Gwadar et de Sittwe offrent la possibilité de contourner le détroit par voie terrestre.

L'Inde considère la zone océan Indien comme son espace naturel et se positionne en tant que puissance politique et militaire régionale à travers son programme Security and Growth for All in the Region. Celui-ci propose une construction géo-économique visant à maintenir un équilibre entre la sécurité maritime, le développement économique et la coopération si essentiels à la région de l'océan Indien. À cela s'ajoute la tenue des exercices navals MILAN : initiés en 1995 avec 4 pays, ils en comptaient une cinquantaine à l'occasion de la 12^e édition en 2024.

Quant aux États-Unis, ils consolident leur présence avec leur stratégie indopacifique lancée en 2022 et le renouvellement pour une période de 99 ans du bail de la base militaire de Diego Garcia (« l'empreinte de

la liberté ») en octobre 2024, ce qui leur permettra de renforcer leurs autres bases dans la région. Bien que le Royaume-Uni ait officiellement reconnu la République de Maurice sur l'archipel des Chagos le 3 octobre 2024, soit 56 ans après son indépendance, l'île de Diego Garcia fait exception. Contrairement aux autres îles de l'archipel voisin de Madagascar, elle ne sera pas restituée en raison de son importance stratégique. Effectivement, il s'agit d'une base militaire clé pour les puissances occidentales.

Cette situation illustre les tensions persistantes entre droits souverains et intérêts géostratégiques dans la région indopacifique. La base de Diego Garcia occupe une place hautement stratégique au sein du dispositif militaire américain dans la région. Son rôle déterminant durant les guerres du Golfe et le conflit afghan l'a confirmée. Les États-Unis, en tant qu'acteur majeur en matière de sécurité et de stabilité dans la région, se donnent comme mission de contenir la présence chinoise d'un point de vue à la fois militaire et économique, et ce, en collaborant avec les autres États – à l'exception de la Corée qui ne souhaite pas participer à cette nouvelle guerre froide. Madagascar doit donc faire entendre sa voix de manière plus affirmée face à l'appétit croissant des grandes puissances.

« Cette situation illustre les tensions persistantes entre droits souverains et intérêts géostratégiques dans la région indopacifique. »

Une politique nationale à préciser

Au sein de cet espace concurrentiel en militarisation croissante – en témoignent la base militaire américaine à Diego Garcia ; la présence militaire de l'Inde sur l'île mauricienne d'Agaléga ; la présence militaire

française à La Réunion dans le cadre des Forces armées dans la zone sud de l'océan Indien (FAZSOI) ; la présence militaire française temporaire sur les îles éparses faisant l'objet d'un conflit territorial entre Madagascar et la France ; les bases militaires à Djibouti ; etc. –, Madagascar joue sa partition en faisant preuve d'une diplomatie plurilatérale, où le *fihavanana* (c.-à-d. l'esprit d'entraide, de solidarité et d'union) guide son action politique et sa position de neutralité dans les relations internationales. C'est d'ailleurs sur la base de ce principe qu'elle a justifié son abstention lors des votes au sujet du conflit russo-ukrainien au sein de l'Assemblée générale des Nations-Unies.

« Le pays a mis en œuvre une politique d'ouverture tous azimuts et omnidirectionnelle qui doit lui permettre de diversifier ses relations internationales. »

À l'image de ses voisins indianocéaniques, le pays s'inscrit dans une tradition de diplomatie tous azimuts et de non-alignement initiée sous la République démocratique de Madagascar (1975-1991). En effet, dans le contexte de la guerre froide, Madagascar s'est rapprochée des pays de l'Est, du bloc socialiste, du mouvement de non-alignement et du neutralisme positif tel que formulé dans la Charte de la révolution socialiste de 1975. Ainsi le pays a mis en œuvre une politique d'ouverture tous azimuts et omnidirectionnelle qui doit lui permettre de diversifier ses relations internationales en tendant la main à tous les partenaires – au risque de paraître poursuivre une stratégie qui manque de clarté. Dans un élan de continuité, Madagascar fait preuve d'une diplomatie plurilatérale et non exclusive en se posant comme défenseur de la région, en tant que zone de paix, et ce, tout en souhaitant désormais se tourner davantage vers les pays de la région, de l'Est, de l'Asie et du Moyen-Orient. La sortie prochaine de la Lettre de

politique étrangère de Madagascar, tel qu'annoncé par le [ministère des Affaires étrangères](#) en mai 2024, devrait confirmer cette orientation. Un tel document s'avère nécessaire pour clarifier la doctrine malgache en termes de relations internationales et pour poser les fondements de sa stratégie extérieure, ce qui, ultimement, évitera à l'île de simplement subir les visées des autres pays.

Une approche de plus en plus multilatérale

Madagascar a conclu une série d'accords avec une variété de partenaires – France, Inde, États-Unis, Chine, Turquie, Indonésie, Iran, Japon et Corée du Sud – afin, notamment, de sécuriser son espace maritime et de lutter contre les activités illicites, telles que la piraterie, le trafic de ressources naturelles et de produits stupéfiants, le trafic humain, le terrorisme, la radicalisation, ou encore la pêche illicite. Depuis 2015, le pays accueille d'ailleurs le Centre régional de fusion d'information maritime à Antananarivo. Celui-ci est contrôlé par la Commission de l'océan Indien (COI) qui regroupe Madagascar, l'île de La Réunion, la République de Maurice, les Comores et les Seychelles. Le centre vise à coordonner la collecte, l'analyse et la fusion des informations maritimes dans le but d'assurer une sécurité et sûreté maritimes et le développement de l'économie bleue. Dans ce cadre, le [Programme pour la sûreté maritime](#), financé par l'Union européenne, a été initié en vue de promouvoir la sécurité maritime dans les régions de l'Afrique orientale et de l'Afrique australe et dans l'océan Indien. Quatre organisations régionales sont en charge de la mise en œuvre du programme : l'Autorité intergouvernementale pour le développement (coordonnatrice générale du programme), la Communauté de l'Afrique de l'Est, le Marché commun de l'Afrique orientale et australe et la COI.

Madagascar étant imbriquée dans l'économie mondiale illicite – il s'agit notamment d'une plaque tournante régionale dans le trafic des ressources naturelles (bois précieux, espèces animales, pierres précieuses



et or) et de drogues —, des collaborations sont aussi développées dans le secteur sécuritaire et militaire ainsi que dans la promotion de la gouvernance et de la démocratie.

Le dynamisme économique de la région nécessite la sécurisation des voies d'accès maritimes (routes et détroits). Ainsi, les États-Unis ont émis le souhait d'appuyer Madagascar dans la réhabilitation de sa base navale d'Antsiranana, située dans le Nord, au croisement des routes maritimes stratégiques. Celle-ci est en processus de démilitarisation depuis la fin des années 1970. Or, la fragilité des régimes qui se sont succédé, en raison d'enjeux de gouvernance et de corruption, a ralenti cette initiative, de même que toutes les autres. La France a dû quitter la base en 1973 à la suite de la révision des accords de coopération par le nouveau régime révolutionnaire et s'est redéployée à Mayotte, à l'île de La Réunion et à Djibouti, tandis que les Américains se sont installés à Diego Garcia. D'ailleurs, le renouvellement de ce bail devrait limiter leur ambition vis-à-vis d'Antsiranana.

Les États-Unis contribuent toutefois à appuyer la partie malgache dans sa politique de défense maritime. Cette dernière a pour objectif de transformer les forces navales en une marine nationale assurant une présence sécuritaire permanente dans tout l'espace maritime afin de procéder à une surveillance, d'assurer une présence dissuasive et de mener des opérations d'intervention, d'interception secours et de projection. Cela s'inscrit dans une vision plus large de défense et de sécurité dans le cadre de la restructuration de l'armée malgache. En effet, des efforts en ce sens ont été initiés à partir de 2018. Il s'agit notamment de réorganiser les différentes composantes de l'institution militaire (terre, mer et air) pour qu'elles soient adaptées au contexte permanent d'insécurité intérieure

et extérieure relevant des trafics dans son espace terrestre et maritime. Un important travail de professionnalisation de l'armée est aussi en cours pour qu'elle soit en mesure d'agir au sein de l'océan Indien et de l'Afrique. Pour ce faire, le gouvernement malgache multiplie les accords de défense et les exercices militaires conjoints avec les États-Unis et la France ainsi que les échanges et les formations militaires, dans ces deux pays, mais aussi en Chine, en Inde et en Indonésie, entre autres. La base d'Antsiranana et le port de la côte est, Tamatave, accueillent souvent des navires de guerre étrangers, signe d'une coopération plurielle, mais dont la stratégie reste peu précise face à une coopération tous azimuts.



« Madagascar doit faire preuve d'une pleine et réelle stratégie, par le biais d'une lettre de politique étrangère ou d'un concept de défense défini, qui soit claire pour l'ensemble de ses partenaires. »

Des stratégies de soft power sont également à l'œuvre à travers la mise en place de divers projets culturels et d'échanges. À cet égard, la France dispose d'un avantage considérant ses liens historiques avec l'île, mais aussi en raison de l'utilisation du français comme langue officielle (largement parlée par les élites), la présence d'écoles et d'alliances françaises (29) et l'octroi de bourses, notamment. Les États-Unis lui ont emboîté le pas en établissant un centre culturel américain dans la capitale et des antennes dans d'autres villes, ainsi qu'en

consolidant la présence de volontaires de paix et d'échanges auprès d'universités américaines. La Chine n'est pas en reste : elle a mis en place des Instituts Confucius à Antananarivo (2008), à Fianarantsoa (2010), la principale ville du centre du pays, et à Tamatave (2014), le premier port de Madagascar. Elle offre aussi des voyages d'études à l'intention des élites civiles et militaires. L'Inde a suivi le même modèle pour promouvoir des traditions et la culture indiennes. Pour ce faire, elle a pu s'appuyer sur sa diaspora, les *Karana*, présente depuis des générations à Madagascar. Ainsi, on a assisté, entre autres, à l'inauguration d'un centre de la diaspora *Indian Dhow* en juin 2022 et à la promotion de cours de langue hindi et d'échanges avec les universités indiennes.

Toutefois, Madagascar doit faire preuve d'une pleine et réelle stratégie, par le biais d'une lettre de politique étrangère ou d'un concept de défense défini, qui soit claire pour l'ensemble de ses partenaires. Cela lui permettrait de se positionner au sein de ce nouveau centre du monde. Il s'agit de mettre en place des mesures visant à promouvoir son positionnement stratégique sur les routes maritimes et les espaces de piraterie. Ces mesures doivent se concrétiser par des investissements dans la sécurité et la défense, mais aussi dans les infrastructures et les capacités opérationnelles de la composante marine de son armée. À terme, le pays pourrait devenir un État naval, ce qui lui permettrait de répondre aux défis de la maritimisation et de la militarisation croissante de l'indopacifique. Dans une telle perspective, une coopération accrue avec les îles du sud-ouest de l'océan Indien, les Seychelles, la République de Maurice et les Comores s'avère capitale pour s'imposer au sein de cet espace où les grandes puissances dictent de plus en plus la marche à suivre.



Bibliographie :

Audard, Alexandre. 2021. « "Toutes les flottes du monde y stationneraient ensemble" : horizons indopacifiques et héritages impériaux de la baie d'Antsiranana (Extrême-Nord de Madagascar) ». *Carnets de recherches de l'océan Indien*, 7, 73-86.

Nicquet, Valérie et Marianne Péron-Doise. 2024. *L'indopacifique. Nouveau centre du monde*. Paris: Tallandier, 255.

Ramasy, Juvence F. 2023. « Madagascar's Diplomacy, Fihavanana and Strategic Competition in the Indian Ocean ». Dans *Indian and the Island States in the Indian Ocean: Evolving Geopolitics and Security Perspectives*, Indian Council of World Affairs, 70-76.

Ramasy, Juvence F. 2024. « Madagascar: Indian Ocean Security and the US Indo-Pacific Strategy ». *Asia Pacific Bulletin*, n° 701.



Photo : Secrétaire général des Nations-Unis rencontre le premier ministre de Madagascar, 2024.
Crédit photo : UN Photo/Evan Schneider



BULLETIN FRANCOPAIX
Vol. 9, n° 10 • DÉC 2024

NOUVELLES ET ANNONCES

→ APPEL À COMMUNICATIONS

Troisième colloque annuel

Le changement climatique et le futur de la guerre et de la paix

Du 5 au 6 mai 2025, Montréal

Le Centre FrancoPaix de la Chaire Raoul-Dandurand et l'Association canadienne sur la sécurité climatique organisent le colloque « Le changement climatique et le futur de la guerre et de la paix ».

Cet évènement vise à explorer les possibilités et les limites des imaginaires et des prédictions des futurs climatiques, précisément en ce qui concerne le futur de la guerre et de la paix. Ce colloque examinera comment les cadres conceptuels et prédictifs liés au changement climatique influencent les trajectoires de la guerre et de la paix. Le colloque traitera également des questions soulevées par le pouvoir des imaginaires sur la préparation et la gestion de la guerre et de la paix. Il examinera l'influence de diverses technologies, pratiques, politiques et imaginaires, sociotechniques.

L'appel à communications est ouvert. Vous êtes invité-e-s à soumettre des propositions sur les thèmes suivants :

- Le changement climatique et l'avenir de la guerre
- Le changement climatique et l'avenir des interventions humanitaires, du maintien de la paix et de la consolidation de la paix
- Le changement climatique et les organisations militaires (c'est-à-dire où, quand, avec qui, avec quoi ou à quelles fins les militaires sont déployés)
- L'impact du changement climatique sur le renseignement, l'évaluation des risques et des menaces, ou la prospective stratégique
- Les possibilités et les limites technologiques et politiques de la prévision de l'avenir en matière de sécurité climatique
- La politique et/ou l'éthique des prédictions, notamment en matière de « production de mondes futurs »
- Les implications politiques de l'élaboration de l'avenir et des capacités de prévision

Veuillez soumettre le titre de votre communication, un résumé de 200 mots ainsi qu'une courte biographie à l'adresse contact@csac-acsc.org avant le 3 février 2025.

Les propositions retenues seront annoncées avant le 21 février 2025.

Pour tous les détails



→ Bulletin FrancoPaix - Appel à contributions

Dans un espace francophone en constante mutation, où les enjeux locaux et régionaux de la sécurité, du développement et de la démocratie, souvent protéiformes, se mêlent aux jeux d'influence géopolitiques mondiaux et aux dynamiques transnationales, il est essentiel de saisir l'ensemble des aspects grâce à des analyses expertes et rigoureuses.

Depuis 2016, le Bulletin FrancoPaix a pour objectifs de valoriser, vulgariser et diffuser la recherche produite en français dans le domaine des études sur la paix et sur les conflits. Il s'adresse à un public informé, universitaire, praticien et professionnel. Il est distribué dans les réseaux universitaires et professionnels (onusiens, ONG et autres) et rejoint, également, près de 10,000 abonnés à l'infolettre de la Chaire Raoul-Dandurand. Chaque mois, nous publions des analyses décryptant les défis à la paix, à la démocratie, au développement et à la sécurité dans l'espace francophone, les causes et les conséquences des conflits ou interventions en cours, toujours dans une perspective transdisciplinaire et critique. Nous ouvrons également nos colonnes aux enjeux portant sur les espaces africains non francophones.

Si vous êtes chercheur.e, expert.e ou praticien.ne et désirez contribuer à notre mission et à nos débats, soumettez-nous votre proposition ! Si celle-ci est acceptée, notre comité éditorial vous accompagnera dans l'écriture, l'évaluation, les révisions et la publication de votre article (de 1500 à 2500 mots). De courts décryptages (800 à 1200 mots) sur un sujet d'actualité sont également les bienvenus. Votre contribution sera publiée dans notre bulletin mensuel et partagée sur nos réseaux sociaux. Un appui financier est possible (mais jamais garanti) pour les jeunes chercheur.e.s une fois le texte publié et seulement si les fonds sont disponibles.

Pour nous soumettre une proposition de contribution :

- Nom des auteur.e.s
- Affiliation institutionnelle et titre
- Adresse courriel
- Titre de la contribution
- Résumé (200 mots)

À envoyer à l'adresse : francopaix@protonmail.com

ÉQUIPE ÉDITORIALE

RÉDACTEUR EN CHEF

Bruno Charbonneau

Directeur du Centre FrancoPaix

Professeur titulaire, Collège militaire royal de Saint-Jean

RÉDACTEUR ADJOINT ET COORDONNATEUR

Marc-André Boisvert

Chercheur, Université du Québec à Montréal

RÉVISION

Daphné St-Louis Ventura

MEMBRES DU COMITÉ DE RÉDACTION

Adib Bencherif

Professeur adjoint, Université de Sherbrooke

Nadège Compaoré

Professeure adjointe, Université de Toronto

Marie-Eve Desrosiers

Professeure agrégée, Université d'Ottawa

Cédric Jourde

Professeur agrégé, Université d'Ottawa

Sarah-Myriam Martin-Brûlé

Professeure titulaire, Université Bishop's

Mulry Mondélice

Professeur adjoint, Collège militaire royal de Saint-Jean

Tatiana Smirnova

PhD, postdoctorante, CIDIS de l'Université de Sherbrooke

Le Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix a pour mission de valoriser la recherche scientifique, la formation universitaire et le développement des études dans le domaine de la résolution des conflits et des missions de paix dans la francophonie.

CHAIRE RAOUL-DANDURAND | UQAM

C.P. 8888, Succ. Centre-Ville Montréal (Québec) Canada H3C 3P8

Tel. (514) 987-6781 | chaire.strat@uqam.ca | dandurand.uqam.ca

Retrouvez-nous sur Twitter : @CFrancoPaix et @RDandurand

PARTENAIRE

